



FAIT DU JOUR

MANIFESTATION | L'arrivée des jeunes, un point de bascule

Vincent Vériér, Thomas Poupeau et Victor Tassel

« **LES LYCÉENS**, c'est comme le dentifrice, quand ils sont sortis du tube, on ne peut plus les faire rentrer. » Si la formule est archiconnue, au point que personne ne sait plus vraiment de la bouche de quel fonctionnaire de l'Éducation nationale ou de quel responsable politique elle est sortie la première fois, elle illustre une réalité : le péril jeune. Cette inquiétude que ressent chaque gouvernement, de gauche comme de droite, quand la jeunesse embrasse une cause et descend dans la rue pour faire entendre sa voix.

Alors ce jeudi 23 mars, au soir de la 9^e journée de mobilisation contre la réforme des retraites, lorsque l'intersyndicale CFDT, CGT, FO, CFE-CGC, CFTC, Unsa, Solidaires et FSU publie son communiqué en forme de résumé de la journée, une petite phrase n'échappe à personne : « La jeunesse s'est aussi largement mobilisée. » Des semaines que les syndicats attendaient ça. Et pour cause : « L'arrivée des jeunes peut être un véritable point de bascule, estime Simon Duteil, codélégué général de Solidaires. Nous avons déjà une multitude d'actions de blocage, et là c'est comme si un nouveau secteur intégrait le mouvement social. »

Et pas n'importe quel secteur : « Une fois que les jeunes sont dehors, le maintien de l'ordre devient encore plus compliqué », poursuit Simon Duteil. « L'arrivée des jeunes

peut intimider les pouvoirs publics car eux, ils ne défilent pas en rang d'oignons comme les salariés », estime Guy Groux, directeur de recherches à Sciences-po et spécialiste des mouvements sociaux.

Les organisations de jeunes connaissent leur impact

« Souvent, ils n'ont pas de responsabilités familiales, analyse un délégué cégétiste. Ils sont moins hésitants à s'engager à fond pour une cause. Et ça reste des enfants. En termes d'image, pour un pouvoir qui envoie la police, cela peut être terrible. »

D'autant qu'il y a déjà eu un précédent dramatique. « Tout le monde se souvient de Malik Oussekiné », glisse Dominique Corona, secrétaire général adjoint de l'Unsa. En 1986, après plusieurs semaines de mobilisation contre le projet de réforme universitaire porté par Alain Devaquet, ministre délégué chargé de l'Enseignement supérieur, cet étudiant de 22 ans était mort sous les coups de trois policiers en marge de la contestation.

« C'étaient des voltigeurs, des policiers à moto, rappelle le même cégétiste. Aujourd'hui, même si la préfecture de police de Paris n'apprécie pas la comparaison, il y a la Brav-M (*brigades de répression de l'action violente motorisées*). Vu les plaintes qu'il y a déjà contre elle, on n'est pas à l'abri d'une nouvelle bavure. » Au sein des organisations de jeunes, on a bien conscience de leur impact dans la participation à cette contestation.

« Le gouvernement peut

peut-être faire avec les poubelles qui s'amoncellent dans Paris ou les trains supprimés, mais on sait bien que le blocage des lycées et des facs lui fait très peur. Notre mobilisation qui va en grandissant est un point de bascule pour lui », espère Aldo Chibani, cosecrétaire national du MNL (Mouvement national lycéen). « Les jeunes comme moteurs de la contestation ont toujours eu un effet sur le gouvernement, abonde Ephram Strzalka-Beloeil, du syndicat la Voix lycéenne. Regardez en 2006 avec le CPE (*contrat première embauche*) : une fois la jeunesse en masse dans la rue (*1 à 3 millions de jeunes au plus fort du mouvement*), ils ont lâché prise et abandonné le projet ! »

Moins gérables que des syndiqués aguerris

Jeudi dernier, le ministère de l'Éducation nationale a dénombré 148 incidents dans les lycées en France dont 38 blocages. Les syndicats, eux, ont compté 400 lycées et 86 sites universitaires bloqués ou fermés une partie de la journée. « Ce sera clairement plus mardi 28 mars », assure Imane Ouelhadj, présidente du syndicat étudiant Unef. « Il y aura des AG demain (*ce lundi*) partout en France, on a des nouvelles facs qui nous appellent pour savoir comment se mobiliser. L'usage du 49.3 a réveillé ceux qui hésitaient. »

Si du côté syndical, comme Frédéric Souillot, secrétaire général de FO, on s'enthousiasme de cet apport – « Leur présence va donner davantage de

force à la contestation. Les jeunes grandissent avec le récit de leurs parents ou grands-parents de Mai 68 ou de 1995 : ils veulent prendre leur part aujourd'hui » –, d'autres ne cachent pas leurs inquiétudes : « Nous essayons de leur faire passer le message de rester calmes, confie un autre. On leur dit *faites gaffe !* Mais ils sont évidemment moins gérables que des syndiqués aguerris. » Pour cet autre syndicaliste de Solidaires, le risque est aussi ailleurs : « Ces jeunes entrent dans la politique en se disant que la solution c'est la radicalisation. Ce n'est pas la meilleure porte d'entrée. »

Jeudi dernier, Les syndicats ont compté 400 lycées et 86 sites universitaires bloqués ou fermés.



On sait bien que le blocage des lycées et des facs fait très peur au gouvernement

Aldo Chibani, cosecrétaire national du MNL (Mouvement national lycéen)



Image non disponible.
Restriction de l'éditeur

Image non disponible.
Restriction de l'éditeur

